

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 2 JUIN 2017

Liste des présents

Membres à voix délibérative

Collège des élus (15/30)

Alain FOURCAULT
Marie-Laure BEAUDOIN
Claude BOISSAY
Claude BORNE
Gérard BOUDIER
Florence CLERTE
Nadège CORCELLE
Sylvain COUTANT
Jean-François DARMOIS
Gilles LEPELTIER
Nadine MICHEL
Nadine QUAIX
Michel RIGAUX
Thierry SOLER
Michel TINDILLERE

Vice-Président
Conseil départemental du Loiret
Conseil départemental du Loiret
Saint-Florent
Les Bordes
Saint-Gondon
Langesse
Dampierre-en-Burly
Nevoay
Lion-en-Sullias
Les Bordes
Conseil départemental du Loiret
Ouzouer-sur-Loire
Conseil départemental du Loiret
Gien

Collèges non élus (8/24)

André COPIN
Fabrice GORECKI
Annaïg HELLEU
Georges KIRGO
Gérard MAHAUD
Cédric OULES
Alain PELLETIER
Philippe PERRUCOT

SFEN Val de Loire
Chambre de Métiers et de l'Artisanat 45
ARS – DD45
UDAF Loiret
UFC-Que choisir
UD-CFTC
Fédération de pêche du Loiret
ACIRAD-Centre

Membres à voix consultative

Exploitant EDF

Patrice RISCH
Pascal BRAILLY
Aurélie FOLLENFANT
Anne-Sophie GORRIAS-THEBAUD
Loïc TARDIF

Directeur du CNPE
CNPE – Chef mission sûreté-qualité
CNPE – Chef mission communication
CNPE Dampierre
CNPE Dampierre

Autorité de sûreté nucléaire

Pierre BOQUEL
Thomas LOMENEDE

Chef de la division d'Orléans
Division d'Orléans

Presse

Françoise MILLOT

Le Journal de Gien

Secrétariat

Maud MICHEL

CD45

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 2 JUIN 2017 Liste des absents excusés

| | |
|------------------------|--|
| Alain AUBEL | <i>Mairie de Coullons</i> |
| Francis BURET | <i>Mairie de Saint-Benoît-sur-Loire</i> |
| Christelle de CREMIERS | <i>Conseil régional du Centre-Val de Loire</i> |
| Jean-Pierre DOOR | <i>Député</i> |
| Line FLEURY | <i>Conseil départemental</i> |
| Nacer MEDDAH | <i>Préfecture</i> |
| Philippe NICOLAS | <i>Mairie de Coullons</i> |
| Muriel PLOTTON | <i>Préfecture (SIRACED-PC)</i> |
| Jean-Luc RIGLET | <i>Conseil départemental</i> |

Compte rendu

1. Présentation de la campagne de traitement biocide 2017

Mme Anne-Sophie GORRIAS-THEBAUD (EDF)

Les amibes et les légionelles sont des micro-organismes qui peuvent se développer au niveau du circuit de refroidissement des installations nucléaires, du fait de la température élevée de l'eau. Ces micro-organismes peuvent engendrer un impact sanitaire par contact de l'eau avec les muqueuses nasales (amibes) ou par inhalation d'aérosols (légionelles).

A Dampierre, seules les tranches 1 et 3 sont concernées par le risque de développement d'amibes : les tranches 2 et 4 comportent en effet des condenseurs en laiton, matériau qui possède un caractère bactériostatique et empêche ainsi la prolifération des amibes.

Pour éviter le développement d'amibes, un traitement saisonnier (saison chaude) est réalisé par injection de monochloramine.

✓ Campagne 2016 :

En 2016, le démarrage et l'arrêt du traitement ainsi que le mode de traitement (en continu ou séquentiel) ont été pilotés sur critères (en fonction de la concentration en amibes des rejets et des prévisions de température), et non plus à date fixe comme auparavant. Ce mode de fonctionnement permet d'optimiser au maximum les temps de traitement.

Au total, en 2016, le traitement a été effectué pendant 116 jours sur la tranche 1 (du 30 avril au 26 septembre) et 96 jours sur la tranche 3 (du 15 juin au 20 septembre).

Aucun dépassement de la concentration maximale admissible des rejets (100 Nf/l en Loire) n'a été mesuré en 2016.

Sur les tranches 2 et 4, la concentration en amibes des rejets a également été surveillée (notamment lors des pics de chaleur). Aucun développement d'amibes n'a été constaté.

✓ Campagne 2017 :

En 2017, le pilotage sur critères a été reconduit.

Au 02 juin 2017, seule la tranche 1 fait l'objet d'un traitement (démarrage le 16 mai 2017, traitement séquentiel). Aucun dépassement de la concentration limite admissible en amibes n'a été constaté à cette date.

✓ Nouvelle décision amibes / légionelles :

La décision de l'ASN n°2016-DC-0578, en application depuis le 1^{er} avril 2017, abaisse le seuil de concentration admissible en légionelles de 5.10^6 UFC/l à 10^5 UFC/l, de manière à rapprocher les normes imposées aux installations nucléaires des normes imposées aux autres installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Un impact est donc possible sur le démarrage et la durée du traitement à la monochloramine.

EDF va donc revoir ses limites de rejets liés aux traitements biocides et déposer un dossier à l'ASN pour la mise en service des nouvelles installations de traitement à la monochloramine.

Echanges avec la salle

➤ M. PERRUCOT (ACIRAD Centre) demande si la CLI sera consultée sur le dossier déposé à l'ASN.

M. BOQUEL (ASN) indique qu'il est prévu une consultation de la CLI, du CODERST et du public lorsque ce dossier aura été déposé.

➤ M. PERRUCOT souligne que la centrale est « prise entre deux feux », à savoir les rejets en chloramines et les rejets en amibes.

M. BOQUEL répond que l'ASN demande à EDF d'optimiser les traitements au maximum, ce qui est fait par l'exploitant.

➤ M. SOLER (Conseiller départemental) demande si d'autres réactifs ne pourraient pas être utilisés.

Mme GORRIAS-THEBAUD répond qu'EDF cherche plutôt à optimiser le traitement par démarrage sur critères et traitement séquentiel (traitement uniquement pendant les heures les plus chaudes).

M. RISCH (EDF) ajoute que la question de remplacer les condenseurs en acier par des condenseurs en laiton s'est également posée, mais les condenseurs en laiton rejettent du cuivre, ce qui n'est pas satisfaisant non plus.

2. Actualités CNPE

✓ Contrôles et visites 2017

M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

Des inspections nationales et internationales ont été réalisées à la centrale de Dampierre au cours du 1^{er} trimestre 2017 :

- Visite post-OSART en février
- Evaluation par l'inspection nucléaire en mars (2 semaines)
- Visite Follow Up - Peer Review en mars

L'inauguration du campus est prévue le 20 juin.

Un exercice national de crise est programmé les 5 et 6 décembre.

Concernant les arrêts programmés, 2 arrêts pour simple rechargement (ASR) et 2 visites partielles (VP) sont prévus en 2017, comme chaque année :

- **ASR pour la tranche 2** : démarré le 22 avril. Le recouplage a été réalisé le 30 mai. Lors de cet arrêt, 6 écarts de sûreté, 1 écart de radioprotection et 1 accident ont été signalés. En revanche, les résultats de la dosimétrie lors de cet arrêt ont été satisfaisants (169 Homme.mSv).
- **ASR pour la tranche 4** : démarré le 27 mai, pour une durée cible de 30 jours et 850 intervenants.
- **VP de la tranche 1** : démarrage prévu le 1^{er} juillet, pour une durée cible de 58 jours et 1 350 intervenants, avec le programme suivant :
 - Epreuves hydrauliques sur les circuits primaire et secondaire
 - Nettoyage et remise en état de 30 tubes RIC
 - Travaux sur toutes les sources électriques

- *VP de la tranche 3* : démarrage prévu le 09 septembre, pour une durée cible de 58 jours et 1 350 intervenants, avec le programme suivant :
 - Epreuves hydrauliques sur les circuits primaire et secondaire
 - Remplacement de 31 cannes chauffantes du pressuriseur
 - Remplacement de 3 pôles du transformateur principal

✓ **Événement significatif de niveau 1** (cf. annexes)

M. Pascal BRAILLY (EDF – chef mission sûreté-qualité)

Lors de l'arrêt pour simple rechargement de l'unité de production n°2, une intervention a été réalisée le 17 mai 2017 sur une vanne bloquée en position fermée. Cette vanne intervient sur le circuit d'injection au circuit primaire (appoint automatique), pour retrouver un niveau d'eau conforme en cas de perte d'eau.

Des réglages ont permis de rendre la vanne à nouveau manœuvrable après un délai de plus de 43h, soit au-delà du délai de réparation autorisé de 24h par les spécifications techniques d'exploitation.

Compte tenu de ce dépassement de délai pour la remise en état de la vanne, une déclaration de niveau 1 a été faite par l'exploitant à l'ASN le 24 mai 2017.

Cet événement n'a engendré aucune conséquence sur la sûreté et sur l'environnement. Par ailleurs, cette vanne n'est pas le seul système d'appoint d'eau au circuit primaire : le circuit aurait pu continuer à être alimenté si besoin, même en cas de défaillance de cette vanne.

Echanges avec la salle

➤ M. MAHAUD (UFC-Que Choisir) regrette que le communiqué rédigé par EDF à ce sujet (cf. annexe) ne soit pas plus explicite. Il ajoute que sa remarque est récurrente concernant les communiqués sur les événements. En l'espèce, il n'était pas possible de savoir quel circuit et quelle vanne étaient concernés.

Il demande au représentant de l'ASN s'il reçoit d'autres éléments relatifs à ce type d'événement. Dans l'affirmative, il souhaite que les membres de la CLI reçoivent le même niveau d'information.

M. BOQUEL indique que les déclarations faites par EDF à l'ASN sont plus détaillées que les informations fournies au grand public : elles sont beaucoup plus techniques et plus développées. Sur la base de ces déclarations, l'ASN vérifie qu'EDF a bien remis son installation dans l'état prévu par les règles générales d'exploitation et pris les mesures qui s'imposent pour corriger les éventuelles conséquences de l'évènement.

M. RISCH souligne la très forte technicité des problèmes. Il considère que le document transmis à l'ASN n'a pas vocation à être diffusé au grand public du fait de la grande technicité des informations qu'il contient, et ne pense pas que les membres de la CLI soient en mesure de les interpréter.

Un communiqué à visée grand public, donc plus facile d'accès, est envoyé à la presse et à la CLI en même temps.

M. MAHAUD souhaite que personne ne décide à la place des membres de la CLI de ce qu'ils sont à même de comprendre ou pas, et que la CLI reçoive les documents transmis par EDF à l'ASN.

➤ M. FOURCAULT précise que la réaction du bureau de la CLI a été rapide sur cet événement : dès qu'il a reçu l'information, il a appelé EDF pour obtenir des compléments (notamment sur la localisation de la vanne impactée).

➤ M. SOLER estime que l'information transmise à la CLI devrait être plus fournie, sans avoir à demander des compléments. Il souhaite que la CLI soit informée des enjeux liés à l'évènement, pour qu'elle sache à quoi la population était exposée.

Il cite l'exemple du SDIS, qui analyse chaque incident (retour d'expérience) pour identifier les règles qu'il faudrait changer, et s'interroge sur ce qui est fait au niveau d'EDF à la suite de ce type d'événements.

M. RISCH confirme qu'une analyse est faite après chaque événement.

M. BOQUEL précise qu'une analyse « à chaud » est faite périodiquement au niveau national par l'IRSN, pour examiner si un événement déclaré pour un réacteur pourrait révéler un défaut étendu à l'ensemble des réacteurs d'un même palier, voire à l'ensemble du parc de réacteurs. Par ailleurs, pour chaque événement, un compte rendu permettant d'en tirer un retour d'expérience doit être transmis à l'ASN après 2 mois.

✓ **Construction des Diesels d'Ultime Secours (DUS)**

M. Pascal BRAILLY (EDF – chef mission sûreté-qualité)

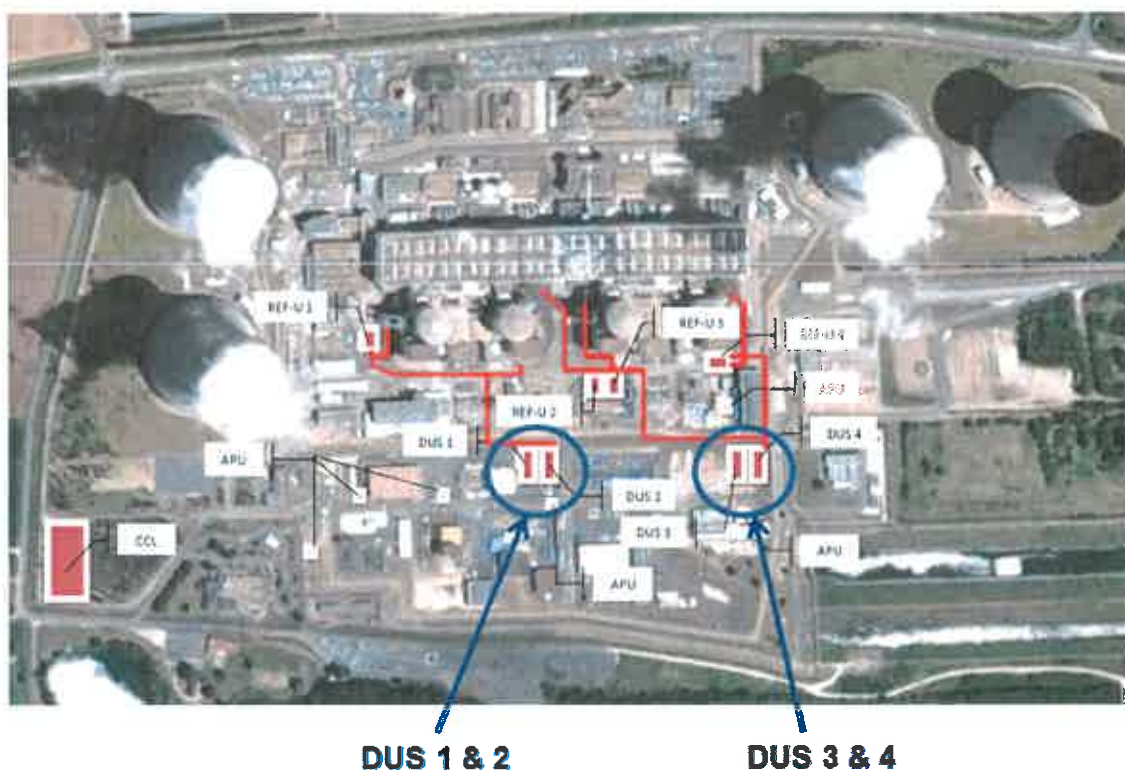
Chaque réacteur de la centrale de Dampierre dispose de 5 sources d'alimentation électriques, soit en interne, soit en externe. Une seule de ces sources suffit pour garantir l'alimentation électrique des matériels de secours.

A la suite de l'accident de Fukushima, il a été demandé à EDF d'ajouter une source d'alimentation ultime, en secours des 5 autres. Ces équipements doivent résister à un séisme, une inondation et une tornade avec des références de sûreté plus élevées que celles des sources électriques existantes. Pour y parvenir, les bâtiments abritant les DUS seront « bunkérisés », construits sur 8 plots parasismiques avec un plancher au-dessus du niveau d'inondation de référence.

Les DUS permettront de garantir l'alimentation de la centrale en électricité en cas de situation extrême.

Ils pourront fonctionner pendant 15 jours sans nécessiter de maintenance et disposeront d'une autonomie de fonctionnement en carburant de 72 heures. Le ravitaillement en carburant sera réalisé par le site et notamment par la Force d'Action Rapide Nucléaire (FARN) en cas de situations extrêmes.

A Dampierre, 4 DUS sont en cours de construction (1 par tranche).



Les travaux ont démarré en avril 2016. Le terrassement et le ferrailage sont en cours. Les travaux de construction des bâtiments devraient être achevés fin 2017-début 2018. Les travaux d'installation et d'essais du matériel devraient démarrer en octobre 2017, lorsque le génie civil sera terminé (au total, 16 mois de travaux de génie civil sont prévus). Les raccordements définitifs et les essais de requalification du fonctionnement devraient intervenir au 2nd semestre 2018, pour une mise en service prévue avant le 31 décembre 2018 (date limite fixée par l'ASN pour la mise en service des DUS).

Echanges avec la salle

➤ M. MAHAUD demande pendant combien de temps l'alimentation électrique avait été interrompue lors de l'accident de Fukushima. Il demande ce qu'il se passerait si la perte d'alimentation électrique durait plus de 15 jours (durée maximale de fonctionnement sans maintenance des DUS) : faudrait-il arrêter les DUS pour en assurer la maintenance ? Dans l'affirmative, comment l'alimentation électrique serait-elle maintenue ?

M. BRAILLY répond que les DUS seront surveillés en permanence pour s'assurer qu'ils tournent bien. En cas de crise durable, la FARN interviendrait avec des groupes électrogènes mobiles pour assurer l'alimentation en électricité.

M. RISCH ajoute que les DUS ont pour vocation de fonctionner le moins longtemps possible, le temps de permettre le rétablissement de l'alimentation électrique normale du site.

➤ Un membre de la CLI demande si les DUS seront interconnectés.

M. BRAILLY répond qu'il y aura 1 DUS par tranche, mais qu'il n'y aura pas d'interconnexion entre eux. Il précise que les DUS ne sont amenés à entrer en service qu'en cas de situation extrême, qui entraînerait la perte des sources électriques de secours existantes (2 diesels de secours par tranche et un diesel de secours pour le site).

➤ Un membre de la CLI demande si les DUS feront l'objet d'essais ou de tests.

M. RISCH répond que les DUS seront testés régulièrement : ils feront l'objet d'essais périodiques et d'un programme de maintenance, de la même manière que tous les diesels du site (diesels de tranches).

Il propose aux membres de la CLI qui le souhaitent de visiter le chantier de construction des DUS : des dates leur seront proposées via un Doodle pour pouvoir s'inscrire à une visite au mois de juillet.

3. Présentation du rapport OSART

M. Pierre BOQUEL (ASN – chef de la division d'Orléans)

Les missions OSART correspondent à des contrôles de la sûreté en exploitation des installations par des experts internationaux. Elles sont organisées par l'AIEA. Elles se déroulent en 2 temps :

- Une mission principale : production d'un rapport avec des observations et des mesures à prendre par l'exploitant (le cas échéant) ;
- Une mission de suivi (post-OSART) pour vérifier que les observations émises lors de la mission principale ont bien été suivies d'effets.

Toutes les centrales EDF ont déjà fait l'objet d'au moins 1 mission OSART (29 missions OSART réalisées en France).

Les contrôles de l'AIEA sont différents de ceux réalisés par l'ASN, car les référentiels utilisés ne sont pas les mêmes (quoi qu'il en soit, la réglementation française en matière de sûreté nucléaire s'appuie sur les normes internationales). Ces contrôles permettent de relever les bonnes pratiques et les axes d'amélioration.

Une partie des conclusions des rapports OSART sur les centrales françaises peuvent être mutualisées, dans la mesure où le parc nucléaire est standardisé (technologie identique).

Par ailleurs, l'AIEA contrôle également l'ASN de la même manière (dernière mission IRRS en 2014).

A Dampierre, la mission OSART principale s'est déroulée du 31 août au 17 septembre 2015. La mission de suivi a eu lieu du 20 au 24 février 2017. Le rapport de la mission (en anglais) est consultable sur le site internet de l'ASN.

Les observations de l'OSART comportent des similitudes avec les constats faits par l'ASN lors de ses inspections, notamment dans les domaines de la gestion des entreposages de matériel, moyens de radioprotection mis en œuvre, détection des écarts lors des rondes...

La mission de suivi de l'OSART a permis de constater des progrès suite aux observations de la mission principale dans ces domaines.

Des efforts restent néanmoins à faire au niveau des pratiques des intervenants lors des opérations de levage (pratiques de sécurité).

De plus, l'OSART avait relevé, lors de la mission principale, qu'EDF n'allait pas assez loin dans l'analyse des causes ayant conduit à des événements significatifs. Ce point faisait écho à des constats de l'ASN, qui examine systématiquement les comptes rendus d'événement établis par EDF. Il a été constaté en progrès lors de la mission de suivi.

Par ailleurs, les conclusions des rapports OSART sont prises en compte par l'ASN pour établir son programme d'inspection des installations.

M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

La visite post-OSART a porté sur de nombreux domaines : management et organisation, formation, maintenance, radioprotection, organisation de crise...

La mission OSART avait émis 4 recommandations, 12 suggestions et mis en avant 10 bonnes pratiques de l'exploitant.

A l'issue de la mission post-OSART, les 4 recommandations ont été soldées ou constatées en progrès satisfaisant. Sur les 12 suggestions, 11 ont été soldées ou constatées en progrès satisfaisant, et 1 a été jugée en progrès insuffisant (pratiques de sécurité lors des opérations de levage).

La prochaine mission OSART pour la centrale de Dampierre devrait intervenir dans 19 ou 20 ans.

Echanges avec la salle

➤ M. MAHAUD demande s'il est possible d'avoir davantage d'informations sur le problème des interventions de levage.

M. RISCH répond que cela concerne la sécurisation des opérations de levage (zone matérialisée), que la mission OSART a jugé pas assez rigoureuse. Il précise qu'il est question d'opérations de levage de pièces et non pas de combustible.

M. MAHAUD rappelle qu'un générateur de vapeur est tombé en cours de manipulation à la centrale de Paluel, et qu'il s'agit donc bien d'opérations sensibles.

4. Dialogue technique sur la ségrégation carbone dans les générateurs de vapeur

Compte tenu du peu d'éléments nouveaux à apporter par rapport à ce qui avait été présenté à la précédente CLI, il est convenu de reporter ce point à une prochaine CLI.

5. Retour sur le questionnaire relatif à la formation des membres de la CLI

Mme Maud MICHEL (Conseil départemental du Loiret – secrétariat de la CLI)

Un questionnaire a été envoyé fin 2016 à l'ensemble des membres de la CLI, afin de connaître leurs besoins en matière de formation. L'objectif est d'apporter aux membres de la CLI la formation nécessaire pour leur permettre de mieux s'approprier les problématiques liées au nucléaire et d'être un relais d'information auprès de la population.

Le taux de réponse au questionnaire a été de 28%. Parmi les membres ayant répondu, une majorité d'entre eux (67%) se disent plutôt bien avertis sur les questions relatives au nucléaire. Ils sont néanmoins majoritairement favorables à la mise en place d'une formation (67%).

La disponibilité des répondants pour bénéficier des formations est hétérogène : aucune des modalités proposées ne remporte une majorité franche. De même, aucun des thèmes proposés ne se démarque significativement.

Au vu des réponses à ce questionnaire, et après une réflexion menée par le bureau de la CLI, il est proposé d'organiser une première séance de formation spécifique (non couplée à une réunion plénière) sur le thème du « fonctionnement général d'un réacteur ».

Cette séance, d'une durée d'environ 1h30, se déroulera en septembre 2017 sur le site de la centrale.

Plusieurs dates seront proposées aux membres de la CLI via un Doodle, afin de choisir le créneau qui convient au maximum de personnes.

Echanges avec la salle

➤ M. MAHAUD redit l'importance qu'il attache à une meilleure formation des membres de la CLI afin qu'ils puissent jouer leur rôle plus efficacement, et invite ses membres à participer aux réunions qui seront proposées par le bureau.

➤ M. FOURCAULT rappelle que le bureau s'est déjà investi sur ce sujet en 2016, avec l'organisation d'une séance de formation qui n'avait pas reçu un franc succès : très peu de membres de la CLI, hormis les membres du bureau, étaient restés pour suivre la formation. L'organisation ultérieure de nouvelles séances de formation, sur d'autres thèmes, dépendra du succès ou non de la formation de septembre.

➤ S'adressant aux membres de la CLI, M. MAHAUD dit regretter la faible participation aux séances plénières. Il dit savoir que les élus sont souvent engagés dans différentes représentations et commissions. Il pense néanmoins que ceux qui ne peuvent assurer une présence aux réunions plénières devraient rechercher un(e) collègue plus disponible pour ce faire. Il indique que le bureau a décidé d'indiquer, dans les comptes rendus des réunions plénières, le nom des présents (déjà effectif), des absents excusés et des absents. Il insiste sur le caractère quasiment unique au monde de l'existence des CLI, agissant dans le cadre de la loi relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, et en appelle aux absents pour porter davantage d'intérêt aux travaux de la CLI.

6. Point sur l'exercice nucléaire des 5 et 6 décembre 2017

M. Alain FOURCAULT (Vice-Président de la CLI)

Un exercice national simulant un accident nucléaire sur le CNPE de Dampierre se tiendra les 5 et 6 décembre 2017.

Cet exercice s'inscrit dans une campagne nationale pour tester différents points, notamment à la suite de l'accident de Fukushima. Les exercices réalisés dans le cadre de cette campagne se déroulent sous un nouveau format, en 2 jours :

- 1^{er} jour : exercice de sûreté nucléaire, pour tester la capacité des acteurs du nucléaire (EDF, ASN, IRSN...) à faire face à une crise nucléaire selon un scénario précis construit

par l'IRSN. La pression médiatique sera jouée lors de ce 1^{er} jour pour tester la communication des différents acteurs face à la crise ;

- 2^e jour : exercice de sécurité civile, associant tous les acteurs locaux habituels de la gestion de crise, avec un scénario construit par la préfecture. Pour ce 2^e jour, la préfecture souhaite tester en particulier les 2 points suivants :
 - o la distribution d'iode au niveau départemental ;
 - o l'évacuation des populations dans le périmètre des 5 km autour de la centrale.

Des groupes de travail vont être organisés par la préfecture à partir du mois de juin pour préparer les différents thèmes de l'exercice, et notamment définir les points à tester :

- Pour le jour 1 : GT communication / GT scénario technique / GT organisation, logistique, coordination et évaluation.
- Pour le jour 2 : GT évacuation du périmètre 5 km / GT distribution d'iode.

En termes de planning, il est prévu le calendrier suivant :

- information aux maires des communes concernées, par le biais d'un courrier dans un premier temps, dès le mois de juin ;
- comité de pilotage début octobre avec les services concernés ;
- conférence de presse et réunion publique d'information de la population : fin octobre / début novembre, à laquelle la CLI sera invitée.

M. FOURCAULT indique qu'il va prendre contact avec la préfecture pour demander à ce que des représentants de la CLI puissent participer aux différents groupes de travail. Il considère comme anormal que la CLI n'ait pas été associée à la préparation de cet exercice, et qu'il ne soit prévu de l'informer officiellement qu'au cours de la réunion publique de fin octobre.

Mme MICHEL précise que les services de la préfecture ne sont pas présents à cette réunion de la CLI du fait de la période de réserve électorale.

Echanges avec la salle

➤ M. PERRUCOT demande si les membres de la CLI peuvent disposer du programme prévu pour cet exercice afin de pouvoir émettre des remarques.

M. FOURCAULT répond que le scénario de l'exercice n'est pas divulgué à l'avance.

7. Questions diverses

➤ Réunion inter-CLI Val-de-Loire :

Le projet de réunir les 4 CLI du Val-de-Loire ayant été initié au départ par l'ASN, M. FOURCAULT indique qu'un contact a été pris avec M. BOUCHOT, qui avait piloté ce projet au siège de l'ASN. M. BOUCHOT a promis de relancer le projet en interne et a pris acte du calendrier envisagé par la CLI de Dampierre, à savoir : préparation de la réunion au cours du 2nd semestre 2017, pour une réunion qui se tiendrait au 1^{er} semestre 2018 à Orléans.

Les 3 autres CLI du Val-de-Loire seront sollicitées pour valider leur participation à cette réunion et à sa préparation.

Les sujets qui pourraient être abordés à cette réunion sont les suivants :

- les rejets en Loire,
- le démantèlement,
- l'impact du réchauffement climatique sur les centrales nucléaires.

➤ Retour sur la campagne de distribution des comprimés d'iode :

M. DARMOIS (mairie de Nevoy) estime que cette campagne a été inefficace pour la distribution des comprimés d'iode. Sur la commune de Nevoy, sur 580 foyers, 180 n'ont pas reçu le bon de

retrait. Et parmi ceux qui l'ont reçu, 125 foyers ne sont pas allés chercher les comprimés en pharmacie.

Le maire de Nevoy a reçu récemment un courrier de la préfecture lui demandant d'aller faire du porte-à-porte pour inciter les habitants qui n'ont pas encore retiré leurs comprimés à aller le faire.

M. DARMOIS indique que, lors de la précédente campagne de distribution des comprimés d'iode, un porte-à-porte avait été organisé dès le départ par la mairie, et que le résultat avait été satisfaisant. Pour la campagne actuelle, de l'argent a été investi au départ mais au final il est quand même demandé aux maires d'aller faire du porte-à-porte, et ceci bénévolement.

Il ajoute que la liste utilisée pour envoyer le bon de retrait aux foyers concernés, qui est issue du listing ENEDIS, comporte de nombreuses erreurs.

Il conclut en affirmant que, selon lui, cette campagne a été ratée, et qu'il aurait fallu associer les communes dès le départ pour organiser la distribution des comprimés d'iode.

M. LEPELTIER (mairie de Lion-en-Sullias) estime qu'il aurait fallu envoyer les boîtes de comprimés par courrier, en se basant sur le fichier d'EDF. Il ajoute que les taux de retrait affichés sont faux, notamment pour ce qui concerne les artisans (comptabilisés comme entreprise et/ou particuliers).

Un membre de la CLI indique que lors des réunions publiques dédiées à ce sujet en 2016, il y a eu très peu de personnes (moins de 10), ce qui prouve que les habitants ne se sentent pas concernés, qu'ils ne sont pas inquiets mais plutôt résignés.

M. PERRUCOT, estime qu'une réunion de bilan devrait être faite avec les pharmaciens, car ce sont eux qui ont demandé à faire la distribution des comprimés d'iode, qui au final s'est soldée par un échec. Il rappelle qu'une des précédentes campagnes, qui s'était appuyée sur les pompiers, avait bien fonctionné car ce sont des personnes habituées à faire du porte-à-porte et qui peuvent apporter des explications ou des conseils par rapport à la prise des comprimés.

M. RISCH rappelle qu'EDF finance le dispositif, mais qu'il ne maîtrise pas ses modalités de mise en œuvre. Il convient que les fichiers ENEDIS ne sont pas forcément les plus opportuns, du fait notamment de l'ouverture à la concurrence.

M. BOQUEL précise qu'un envoi des comprimés a été fait par courrier pour les foyers qui n'avaient pas retiré leurs boîtes. Le retrait des comprimés en pharmacie doit permettre aux pharmaciens de faire des rappels sur le mode d'action des comprimés.

M. GORECKI (Chambre de Métiers et de l'Artisanat) témoigne que lorsqu'il est allé chercher ses comprimés, il n'a reçu aucune explication par le pharmacien, et qu'il n'y a donc eu aucune plus-value à passer par les pharmaciens.

➤ Demande d'informations par la CLI :

M. MAHAUD demande qu'un tableau de synthèse pluriannuel des rejets de la centrale soit présenté en séance plénière de la CLI une fois par an, permettant de montrer les évolutions des rejets au cours des 3-4 années précédentes, en face des autorisations de rejets.

Par ailleurs, M. MAHAUD rappelle que les déchets de production sont censés être évacués du site vers un stockage définitif, précédé ou pas d'un traitement préalable (incinération par exemple). Il souhaite en conséquence qu'un bilan annuel des déchets présents sur le site soit présenté à la CLI (lors de la première CLI de l'année, par exemple, en même temps que la présentation du bilan annuel général).

Il se demande en particulier pour quelle raison les anciens générateurs de vapeurs qui ont été « déposés » sont entreposés sur le site, et pourquoi l'ASN a autorisé leur entreposage sur site alors que cela n'était pas prévu dans le référentiel de sûreté.

M. RISCH indique qu'il y a déjà des informations sur les rejets et les déchets dans le rapport TSN produit chaque année par la centrale, mais qu'il peut fournir des informations pluriannuelles complémentaires sans problème. Il souhaite au préalable que le bureau de la CLI lui indique le format souhaité.

M. MAHAUD fera une proposition au bureau dans ce sens.

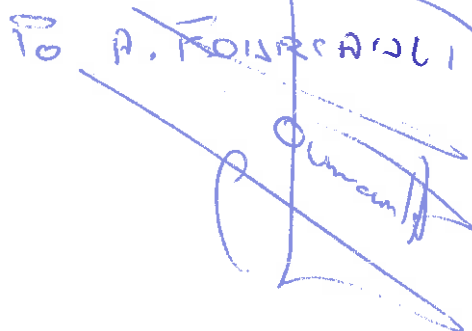
M. BOQUEL ajoute que les déchets et rejets du site font l'objet d'inspections régulières de l'ASN. Il propose de faire une présentation des conclusions de ces inspections en séance plénière de la CLI.

PROCHAINE REUNION : le vendredi 06 octobre 2017 à 18h30 à Dampierre-en-Burly (réunion publique).

à Orléans le 27 juin 2017

Le Président de la commission

Claude de GANAY



ANNEXES

1/ Événement significatif de sûreté de niveau 1 déclaré le 24 mai 2017

(site Internet de l'ASN)

Non-respect de la conduite à tenir lors de l'indisponibilité du dispositif d'appoint automatique au circuit primaire du réacteur 2 02/06/2017

Centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly - Réacteurs de 900 MWe – EDF

Le 24 mai 2017, l'exploitant de la [centrale nucléaire](#) de Dampierre-en-Burly a déclaré à l'Autorité de [Sûreté Nucléaire](#) (ASN) un événement significatif pour la sûreté ([ESS](#)) relatif au non-respect de la conduite à tenir associée à l'indisponibilité du dispositif d'appoint automatique au [circuit primaire](#) du réacteur 2.

Le 17 mai 2017, dans le cadre des opérations de redémarrage du réacteur 2 après son arrêt pour maintenance et rechargement en combustible, l'exploitant a constaté qu'une vanne du dispositif d'appoint automatique au circuit primaire n'a pu être manœuvrée.

Le circuit primaire des réacteurs à eau sous pression exploités par [EDF](#), qui permet d'assurer le refroidissement du cœur du réacteur, dispose de systèmes de secours permettant d'injecter, de manière automatique, de l'eau en cas de brèche. Le dispositif d'appoint automatique, rendu indisponible par le dysfonctionnement de la vanne, assure cette fonction dans certaines phases de fonctionnement du réacteur, quand la pression à laquelle est maintenue l'eau du circuit primaire est peu élevée.

En application des spécifications techniques d'exploitation, la conduite à tenir lors d'un événement entraînant une indisponibilité du dispositif d'appoint automatique demande de retrouver une situation conforme aux prescriptions dans un délai de 24 heures.

Après avoir effectué le diagnostic, l'exploitant procède au changement du [servomoteur](#) de la vanne défectueuse et effectue la requalification de celle-ci. Les essais de requalification ayant montré, après analyse, que de nouveaux réglages étaient nécessaires, l'exploitant n'a pu remettre en conformité la vanne qu'à partir du 19 mai 2017, soit au-delà du délai prescrit par les spécifications techniques d'exploitation.

Le dispositif d'appoint automatique n'a pas été sollicité pendant la période nécessaire à l'intervention de maintenance sur la vanne. Une procédure manuelle d'appoint en eau aurait par ailleurs pu être mise en œuvre pendant la durée de l'indisponibilité du système automatique. L'écart n'a donc pas eu de conséquence réelle sur le personnel, l'environnement ou la sûreté.

Le non-respect du délai fixé dans les spécifications techniques d'exploitation pour le rétablissement du fonctionnement du dispositif d'appoint automatique du circuit primaire conduit à classer cet incident au niveau 1 de l'échelle [INES](#).

Dépassement de délai d'indisponibilité d'une vanne sur l'unité de production n°2

Publié le 29/05/2017

L'unité de production n°2 de la centrale nucléaire de Dampierre est en arrêt programmé pour assurer le renouvellement d'une partie du combustible et la réalisation d'opérations de maintenance depuis le 22 avril 2017.

Le 17 mai 2017, une opération est programmée, en zone nucléaire, sur une vanne bloquée en position fermée et donc indisponible.

A la suite de l'intervention, les techniciens de la centrale procèdent à des tests de manœuvrabilité afin de contrôler la disponibilité de cette vanne.

Ceux-ci s'étant révélés non conformes, ils sont réalisés une nouvelle fois, mais au-delà du délai prévu par les Spécifications Techniques d'Exploitation. En effet, les spécifications précisent que la remise en conformité de la vanne doit intervenir sous 24h. Or, le matériel n'a été à nouveau disponible que le 19 mai 2017.

L'événement n'a eu aucun impact sur la sûreté des installations mais ce dépassement de délai a conduit la direction de la centrale de Dampierre-en-Burly à le déclarer, le 24 mai 2017, à l'Autorité de Sûreté Nucléaire, au niveau 1 de l'échelle INES qui en compte 7.